

## DEBAT DES PANELISTES

### **Kemal DERVIS, Vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Vous avez terminé en soulignant, à juste titre, que chaque pays à sa manière doit avoir une stratégie car il dispose de ses propres leviers politiques. Je voudrais revenir un instant en arrière et vous demander ce que vous pensez du débat naissant entre les économistes, sur les ODD entre autres. Tout semble très lié à la fragmentation du système de développement international, à la multiplicité des acteurs. J'ai travaillé aux Nations unies, et avec grand plaisir d'ailleurs. Cette institution est cruciale pour tous ces enjeux. Cependant, sa faiblesse réside dans le fait que chaque agence tient à proposer et vanter le bien-fondé de son propre programme afin de s'octroyer le fonds unique mis à disposition de tous.

Voici ce que certains disent et que je caricature. Attention, ce n'est pas ma pensée, c'est juste une occasion de débattre ultérieurement sur la question. Il existe un calcul que le tout à chacun peut faire très simplement. Environ 1 milliard de personnes vivent dans un état d'extrême pauvreté. Vous avez dit qu'environ 760 à 780 millions de personnes souffrent de la faim. Arrondissons à 1 milliard pour simplifier. Comme vous le savez, le seuil de pauvreté est d'1,25. Donnons 1 dollar américain à chacune de ces personnes. 1 dollar par jour, soit 1 milliard de dollars. Donnons-leur cette somme tous les jours de l'année et nous obtiendrons 365 milliards de dollars. Ce qui équivaut plus ou moins à 0,2% du PIB mondial.

De façon très simpliste, si nous mobilisons 0,2% du PIB mondial et le redistribuons aux personnes dans le besoin, nous mettrions un terme à la pauvreté. Selon certains arguments sérieux, au moins, en agissant de la sorte, on évite d'essayer de soutenir tout autre type de canal indirectement. En effet, ainsi, on donnerait le pouvoir d'achat à une personne, à la population, aux paysans et aux pauvres des villes. On les laisserait dépenser l'argent comme ils le souhaitent. S'ils ont besoin d'acheter à manger, ils créeront une demande en aliments et cette nourriture devra être produite du fait de la demande.

Ceci permettrait de surmonter un grand nombre de problèmes, mais l'inconvénient est que cette solution suppose la création d'un système d'assistance permanent. C'est très simpliste et je crois que ce n'est pas du tout la réponse à nos problèmes. Néanmoins, étant donné le gaspillage qui existe souvent dans les systèmes d'aide, entre autres, quel est le juste équilibre que doit trouver la communauté internationale ? Elle doit trouver le juste milieu entre donner de l'argent et soutenir des projets productifs en matière d'irrigation, systèmes de production agricole à petite échelle, mécanisation, etc.

Ceci comprend aussi ce j'ai déjà dit sur les nouvelles technologies, encore que je ne m'y connaisse pas, contrairement, peut-être, à certains d'entre vous. Cela peut beaucoup aider les petits propriétaires si ce système est déployé correctement. Voici déjà une question que je me posais. La seconde portait sur le lien avec l'énergie et je vous laisse l'interpréter à votre manière. En d'autres mots, de quelles façons les politiques énergétiques, les politiques des ressources hydriques et les politiques agricoles peuvent-elles interagir ? Voici donc les questions que je souhaitais soulever, mais libre à vous d'en développer d'autres.

### **Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Mostafa, quelle est votre réponse à l'idéologie simpliste ?

**Mostafa TERRAB, PDG, OCP**

Si l'on parle des petits agriculteurs, s'ils utilisent ce dollar pour acheter des engrais, j'en serai fort heureux. Mais je ne pense que la chose soit si simpliste. La solution réside toujours dans un mélange des deux approches. Les exemples ne manquent pas de gens qui vivent avec 1 dollar par jour et donc grâce à ce système de protection sociale. Certains d'entre eux ont connu un « Printemps arabe » qui n'a jamais pris fin. Ce n'est pas en donnant uniquement un revenu aux personnes dans l'incapacité de retrouver leur dignité et de donner un sens à leur vie que l'on résoudra l'autre problème de la sécurité et de la protection sociale à long-terme.

Le problème ne dépend pas de telle solution plutôt qu'une autre. Nombre d'institutions, y compris la Banque mondiale, utilisent un mélange des deux instruments. Elles ne les appellent pas subventions mais aides basées sur le revenu. À un moment donné, ces institutions ont dû apporter des modifications. Et, probablement, elles ont fait cela en créant un mélange des deux instruments. Cela a permis d'augmenter le pouvoir d'achat, mais l'argent va-t-il à l'achat d'aliments ou bien de technologies permettant d'augmenter la productivité ? Telle est la question clé.

Pour en revenir à la fragmentation, ce phénomène se produit à plusieurs niveaux, comme à l'échelle mondiale, dans la communauté internationale de développement, mais aussi au niveau national. Il nous faut gérer les politiques sectorielles et les ministères ainsi que les façons dont ils coordonnent et créent des synergies en termes de gouvernance. L'Éthiopie en est un exemple et, d'ailleurs, donne l'exemple pour ce qui est de la coordination à un haut niveau.

Cependant, nous voulons analyser cela en termes d'ODD. Ce débat en est un arrière-plan. Même si toutes ces méthodes sont praticables et défendables, certaines d'entre elles concernent des politiques et des instruments qui sont en contradiction entre eux. Voilà pourquoi il existe deux ministères gérant chacun un ODD différent. Le concept d'approche globale, soit le principe selon lequel tout est lié, est perdu. Cela advient aussi au sein des entreprises. Le management doit constamment lutter contre le phénomène tendant à la compartimentation et contre les divisions qui ne communiquent pas entre elles. Le problème est donc général.

**Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Cela fait partie de la vie organisationnelle.

**Mostafa TERRAB, PDG, OCP**

J'ai oublié quelle était votre seconde question.

**Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Elle concernait la baisse du prix de l'énergie et du pétrole. Comment cela est-il lié à la dynamique générale ?

**Mostafa TERRAB, PDG, OCP**

Une fois encore, le problème est identique, tout est lié. Par exemple, au niveau national, vous ne pouvez pas avoir de politiques énergétiques, agricoles et hydrauliques sans qu'elles soient liées les unes aux autres. Si les gens parlent de liens entre l'alimentation, l'eau et l'énergie, c'est qu'il y a une bonne raison. Il existe une forte interaction et, franchement, vous ne pourrez rien faire de praticable si vous ne tenez pas compte de ces interactions. Les outils sont là pour agir d'un point de vue méthodologique, voire même scientifique, à travers des outils d'analyse systémique, etc. Cependant, reflètent-ils vraiment la façon dont nous affrontons le problème et dont nous nous organisons pour le résoudre ? Je n'en suis pas sûr.

**Arkebe OQUBAY, Ministre et conseiller du premier ministre de l'Éthiopie**

La fragmentation n'est pas le problème majeur. En effet, ce phénomène a toujours existé au sein des organisations internationales, et même nationales. Les ministères ont chacun leur influence et leur liste de priorités. Ce serait irréaliste d'attendre une approche plus homogène de leur part. Cependant, tout le monde connaît le proverbe : quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson. En effet, l'approche mentionnée par Kemal repose sur une approche donneur/receveur. Autrement dit, selon cette approche, les gens dans le besoin sont nourris par quelqu'un d'autre. Elle ne repose pas sur un concept de transformation sociale ou économique.

D'après moi, les organisations internationales et le système international devraient soutenir l'Afrique et les autres pays en développement, comme cela a été le cas pour l'Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous connaissons tous le plan Marshall. Celui-ci a joué un rôle essentiel dans la reconstruction de l'Europe et nous en voyons aujourd'hui les résultats : il s'agit de l'une des économies les plus dynamiques et avancées du monde entier. La communauté internationale devrait cependant agir différemment pour venir en aide à l'Afrique, l'Asie ou certains pays en développement. Elle devrait leur donner des atouts leur permettant d'activer un plus haut dynamisme économique et un impact positif durable.

Pourtant, la seconde option n'aidera pas beaucoup. J'aimerais faire un retour en arrière, il y a deux ans de cela, lorsque, comme vous le savez, la France a mis en place une initiative de grande ampleur, centrée essentiellement sur les relations entre la France et l'Afrique. Dans la pratique, elle n'a pas vraiment fait bouger les choses, mais je pense qu'il s'agit de la bonne approche. Penser l'Afrique comme un partenaire économique plus que comme un receveur de subventions est très positif.

Pour moi, le point clé est que, tout d'abord, la communauté internationale devrait se retenir de donner des prescriptions aux pays en développement. De par notre expérience en Éthiopie, nous savons que cela a toujours eu des effets mixtes. Parfois, les organisations internationales essaient d'imposer leurs prescriptions politiques, ce qui a eu des effets négatifs dans de nombreux pays africains. L'une des raisons essentielles pour lesquelles l'Éthiopie a été en mesure de mettre en place ce dynamisme économique est parce qu'elle a suivi son propre parcours de développement. À plusieurs moments, elle a refusé les recommandations et autres prescriptions venant des organisations financières internationales.

Par exemple, nous avons investi dans l'amélioration de la capacité de génération d'énergie, alors qu'il nous avait été recommandé de ne pas la modifier. Nous n'avions qu'une université et certaines organisations internationales nous ont dit : « Vous n'avez pas besoin d'autres universités ». Au contraire, nous avons beaucoup investi dans les universités et, maintenant, en avons plus de 40, accueillant un demi-million d'étudiants, ce qui sera notre richesse dans ce moment de transition de notre économie où le secteur manufacturier sera amené à jouer un rôle crucial.

La clé de ces enjeux réside dans le fait que les organisations et systèmes internationaux ne doivent pas imposer ni recommander de prescriptions politiques. De plus, les sociétés et organisations internationales peuvent jouer un rôle positif si elles s'emploient principalement à activer un meilleur dynamisme économique. Cela pourrait se révéler utile. En effet, un dynamisme économique en Afrique et dans les pays sous-développés pourrait permettre de réduire le phénomène de migration auquel nous assistons actuellement. Par la même occasion, cela permettrait d'améliorer aussi la sécurité.

**Kostas STAMOULIS, Directeur, responsable du programme Sécurité alimentaire et Nutrition, FAO**

La fragmentation de la gestion de la sécurité alimentaire dans le monde a augmenté depuis la crise du prix des aliments en 2008-2009 parce que le G20 et le G8 ont décidé de placer la sécurité alimentaire comme un enjeu prioritaire au cœur de leurs décisions et plans d'action. Il ne faut pas y voir de « main invisible du marionnettiste ». Des efforts ont été faits pour fournir un forum en faveur d'une action plus coordonnée à tous les niveaux et entre les diverses parties prenantes. Tout comme le Comité sur la sécurité alimentaire qui a été revu en 2009 en quelque chose qui a beaucoup plus de sens qu'avant.

J'ignore dans quelle mesure la fragmentation mondiale de la gestion de la sécurité alimentaire reflète la fragmentation au niveau national. Je ne me suis pas penché sur la question. Mais je suppose qu'il faut faire quelque chose. En effet, la fragmentation de l'action est l'obstacle principal aux progrès en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Au moins, cette fragmentation repose sur un même principe ; les parties prenantes ont chacune leurs propres objectifs et mandats institutionnels. Cependant, je ne vois pas le reflet de façon structurée. Je voudrais revenir sur le point que vous avez mentionné, concernant le don d'1 dollar par jour. Tout d'abord, la Banque mondiale a revu le seuil de pauvreté à la hausse avant la Conférence des Nations unies.

**Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

En effet, il était d'1,25 pour la période à venir et, si je ne me trompe pas, il devrait être fixé finalement à 1,4.

**Kostas STAMOULIS, Directeur, responsable du programme Sécurité alimentaire et Nutrition, FAO**

Ce qui est légèrement supérieur.

**Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Cependant, tout ne fait pas référence à la consommation d'aliments.

**Kostas STAMOULIS, Directeur, responsable du programme Sécurité alimentaire et Nutrition, FAO**

C'est vrai. Il ne s'agit pas que d'aliments. Le transfert que vous proposez est lié à la notion de filets et de programmes de protection sociale. Je suis heureux que l'Éthiopie soit présente à ce panel car il s'agit de l'un des pays qui ont mis en place l'un des filets de protection sociale les plus réussis parmi les pays en développement. On peut citer également le Brésil et certains pays d'Amérique latine comme le Mexique, etc. On y retrouve le même schéma, associant les deux concepts dont vous avez parlé, Kemal. Ce schéma associe un seuil de revenu minimum pour les ménages les plus pauvres. Parfois, ce soutien comprend aussi le transport des enfants à l'école ou les soins auprès d'un centre de santé local. Dans certains cas, ce transfert est assujéti à conditions, dans d'autres, non.

Les autorités éthiopiennes n'ont pas fait que donner aux paysans pauvres la différence entre ce qu'ils gagnent et ce qui, conceptuellement, est déclaré comme étant la parité de pouvoir d'achat (PPA), représentée par 1 dollar par jour. Elles leur ont donné suffisamment d'argent pour qu'ils puissent se constituer un capital de départ et acheter tout le nécessaire pour leur ferme, irriguer ou faire d'autres investissements. L'initiative a été une réussite, même s'il est clair que l'investissement a été énorme. Mais le jeu en a valu la chandelle : la différence a été remarquable pour toute la nation.

La solution qui consisterait à combler la différence entre ce que les gens gagnent et ce montant pour ne pas vivre sous le seuil de pauvreté est pratiquement impossible et, politiquement parlant, probablement inappropriée du fait qu'elle peut créer une dépendance. Elle ne ferait que maintenir les gens dans leur état de pauvreté. Le but est d'aider les gens à devenir indépendants et non dépendants. Avant la Conférence sur le financement du développement d'Addis Abeba, nous (la FAO) avons rédigé un rapport dans lequel nous avons calculé le coût d'un plan prévoyant l'octroi seulement initial d'une protection sociale. En effet, si les gens peuvent investir, ils n'auront plus besoin de protection sociale et parviendront à vivre du fruit de leurs investissements. Au début, quelques milliards seront nécessaires, mais les coûts seront beaucoup moins élevés à la fin du programme d'aide. Vous trouverez tout ce que je viens de dire sur notre site Internet.

Accordez-moi encore une minute pour revenir sur le thème de la gouvernance. Tout est une question d'eau. Il existe des éléments de réussite dans la gestion internationale de l'eau que nous n'avons pas forcément besoin d'avoir dans le domaine de la gestion de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Et ce, bien qu'il n'existe pas de Comité similaire à celui sur la sécurité alimentaire pour l'eau. Par exemple, il existe environ 700 accords bilatéraux, multilatéraux, régionaux, sous-régionaux et autres pour la gestion des cours d'eau issus de la plupart de lacs, fleuves et aquifères



souterrains traversant les frontières nationales. Ces accords semblent fonctionner. Là-bas, il n'y a pas eu de guerre de l'eau comme cela a été le cas dans d'autres pays. Il existe d'excellents exemples de gestion des réserves d'eau par des communautés locales en compétition pour l'accès à l'eau. Le fleuve Mékong en fait partie.

**Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Loin de moi l'idée de résumer mais j'aimerais, au moins, faire une synthèse de ce qui vient d'être dit. Les notions suivantes ont été abordées. Les calculs portant à 1,25, 1,4 voire même à 2 dollars montrent, dans tous les cas, que le problème de l'extrême pauvreté, au sens purement comptable, est un enjeu énorme d'un point de vue humain. Cependant, il est économiquement gérable, si l'on a véritablement l'intention de fournir ces filets de protection sociale. Il est de l'ordre de 0,2, 0,3 ou 0,4 %, soit moins de 0,5 % du PIB mondial. Il s'agit d'un message positif car il montre au monde que nous n'avons pas affaire à une situation complètement ingérable.

Maintenant, parlons de la façon de gérer le problème. Vous tous experts êtes d'accord sur le fait que la solution simpliste de donner uniquement de l'argent aux gens ne peut être qu'une solution très partielle. Il existe des situations où elle est requise, cependant, le vrai défi est d'établir un lien avec la création d'une capacité productive. Cela doit comprendre également l'enseignement des nouvelles technologies et de bonnes habitudes en termes d'éducation et d'autres aspects similaires. D'ailleurs, les plans de lutte contre la pauvreté réussis utilisés au Brésil, Mexique et dans d'autres parties du monde, Éthiopie comprise, montrent qu'il existe une solution. Ici encore, sans besoin de dépenser des sommes d'argent exorbitantes.

Quand on parle d'enjeux de développement et de croissance plus importants, allant au-delà de la sécurité alimentaire et de la simple lutte contre la faim, on entre sur un territoire bien plus vaste. Vous en avez tous parlé, et notamment M. le Ministre et M. Mostafa Terrab, qui viennent tous deux de pays en développement. Pour nous tous, le problème a plus d'une facette. La lutte contre la pauvreté est primordiale mais il ne s'agit que d'une partie du développement général. Cet objectif n'est pas tout. Une fois atteint, tant mieux, bien sûr. Si l'on parle d'une organisation de bienfaisance dans un monde riche, c'est ainsi qu'on pourrait voir la chose. Une fois que vous avez pris soin des plus démunis, tel que le ferait une organisation de bienfaisance, votre objectif est atteint. Cependant, en tant que leader du développement, cela ne saurait suffire. Dans un débat d'ampleur internationale, ces deux approches doivent parfois être mélangées. Cela a été très utile pour envisager cette réaction comme une politique de développement général.

Avant de vous redonner la parole, Messieurs, avez-vous quelque chose à dire à propos des technologies ? Actuellement, nombreux sont les optimistes en la matière. Ils ont des solutions miraculeuses à ceci ou à cela, mais je ne m'y connais pas trop. Cependant, dans vos domaines respectifs, en tant qu'experts, entrevoyez-vous des solutions technologiques révolutionnaires, capables de faire vraiment bouger les choses ?

**Arkebe OQUBAY, Ministre et conseiller du premier ministre de l'Éthiopie**

De façon générale, nous avons vécu des moments où les gens craignaient que le monde coure le risque de ne plus pourvoir à ses besoins alimentaires, et ce déjà à l'époque de Malthus. Cependant, nous savons que le genre humain a toujours su inventer des solutions gagnantes. Je crois que la technologie saura jouer un rôle déterminant. Même en regardant le niveau de productivité actuel de l'agriculture, l'élément clé qui fera la différence en termes de rendement est la technologie et ses contributions dans l'agriculture. Il nous est impossible de prévoir le type de technologie qui émergera, mais une chose est sûre: elle jouera un rôle prépondérant.

Je voudrais également faire remarquer que l'intervention dont nous avons besoin en termes de sécurité alimentaire n'est pas contenue dans l'agriculture. Le problème n'est pas d'empêcher la faim ou de nourrir la population. Il va bien au-delà. Si les pays doivent nourrir en permanence une population qui ne cesse d'augmenter ; ils devront également

voir comment le secteur manufacturier pourra jouer un rôle important, comme dans les pays africains. Par exemple, en Éthiopie, la population augmente de 2,3 millions d'habitants par an. Cette croissance est enregistrée non seulement en milieu rural, mais aussi dans les zones urbaines.

Comment créerons-nous de l'emploi pour ces jeunes ? Comment éviterons-nous la frustration chez eux ? Comment leur créerons-nous un avenir meilleur ? Tels sont les enjeux clé. Nous pensons que les pays africains ne doivent pas seulement se concentrer sur l'agriculture mais aussi sur les industries légères et employant beaucoup de main-d'œuvre s'ils souhaitent créer de l'emploi chez les jeunes. Nous ne renverrons pas les jeunes des villes vers les zones rurales. En effet, les gens quittent les campagnes pour venir vivre en ville où ils travaillent de façon instable et au noir, les empêchant de subvenir à leurs besoins. Voici déjà un premier élément.

Le deuxième est que toute cette intervention requiert un investissement à long terme dans le domaine de l'éducation, des formations spécialisées et des infrastructures. En Éthiopie, l'un des mystères ou leçons clé est que nous avons dépensé jusqu'à 60 % de notre budget dans un investissement à long terme. Cet investissement a servi à la construction de nouvelles routes dans les zones rurales, de nouvelles lignes de chemin de fer, le tout alimenté par une électricité produite à partir d'énergies renouvelables. Nous sommes en train de construire la plus grande centrale hydroélectrique de toute l'Afrique qui produira 6 000 mégawatts et le premier système de lignes de chemin de fer électrifiées de tout le continent. Ceci a bien sûr un effet sur les enjeux climatiques. Jusqu'à maintenant, nous avons construit de vastes parcs industriels mais, désormais, nous essayons d'en construire des écologiques. Pour ce qui est de la sécurité alimentaire dans l'agriculture, nous devons la relier aux développements dans le secteur manufacturier et aux investissements à long terme dans les formations spécialisées et les infrastructures.

### **Mostafa TERRAB, PDG, OCP**

Votre question est essentielle car si l'on pense à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, il est clair que la technologie existe. Il s'agit de véritables marchés pour la technologie. La technologie est mondiale mais les solutions reposent sur les innovations. Comment s'adapter ? Comment choisir la bonne technologie et l'adapter aux conditions locales pour qu'elle fonctionne ? L'innovation est locale. Même lorsqu'on investit dans la technologie pour l'agriculture, vous pouvez arriver avec une approche importante, en disant : « Voici les technologies qui ont fonctionné ailleurs. Laissez-nous adapter nos méthodes agricoles en Afrique à ces technologies ». Ces technologies peuvent être intensives ou à grande échelle. Cette approche peut poser des problèmes.

Nous avons un exemple. Nous avons un cas dans lequel un énorme investissement a été fait dans un secteur en Afrique qui a franchement surpris tout le monde. Il reposait sur la technologie : il s'agissait de la révolution mobile en Afrique. Cependant, voyons de plus près ce qui s'est passé. Cette initiative a réussi car ce sont les opérateurs africains qui ont reconnu l'opportunité mais ont adapté la technologie à travers des innovations locales, en fonction de ce que le marché voulait en Afrique. Ils ont vu qu'il était impossible de vendre et déployer les services du mobile en Afrique comme cela a été fait partout ailleurs.

Il existe également une technologie, ou une innovation, qui a atteint le reste du monde mais qui est née en Afrique : les paiements mobiles. Le Kenya a été l'un des premiers pays à effectuer des paiements mobiles, il y a déjà 15 ans de cela. L'innovation est bien plus importante que la technologie et elle requiert le type d'investissement dont M. le Ministre a parlé, soit dans l'éducation, soit dans les capacités humaines ou autres domaines similaires, qui sont d'une importance fondamentale.

### **Kostas STAMOULIS, directeur, responsable du programme Sécurité alimentaire et Nutrition, FAO**

Je suis tout à fait d'accord avec Mostafa. Nous nous plaisons à penser que l'adoption des technologies permettra d'augmenter le rendement agricole et se traduira par la création d'emplois et de nouvelles terres exploitées. Il n'est pas nécessaire de passer en revue les technologies de la conquête de l'espace. Les technologies de la conquête de

l'espace existent et se sont traduites par des applications de grande utilité, comme l'imagerie par satellite qui nous avertit en cas de catastrophes naturelles imminentes. Cependant, ce qui peut faire la différence, ce sont les technologies existantes. Au Malawi, les agriculteurs pourraient adopter les technologies de précision et des solutions technologiques qui existent dans la station d'expérimentation, dans des conditions agricoles exactement identiques. S'ils le faisaient, ils pourraient multiplier par cinq leur rendement de maïs. Alors, la question est : pourquoi ne le font-ils pas ? La réponse est que tout est une question de prix : observez la part du prix que l'agriculteur reçoit par rapport au prix à la frontière ou au prix de vente. Tout est une question d'aides, d'investissements dans l'éducation et le soutien. Les aides et les mesures pour contrer les risques suffisent à convaincre un agriculteur qui vit dans des zones de sécheresse et qui est très réfractaire à adopter une technologie qui existe déjà depuis longtemps. Ceci pourrait être une percée technologique. Le type d'évolution dont vous parlez pourrait venir d'une technologie qui a 10 ans.

**Kemal DERVIŞ, vice-président de la Brookings Institution responsable de l'économie mondiale, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie**

Tous les experts sont d'accord. Il existe des technologies actuelles et des technologies au développement très rapide qui relèvent pratiquement du miraculeux. Lorsque j'interagis avec les investisseurs de la Silicon Valley, j'entends parfois cette question : où est le problème ? Allons là-bas et résolvons le problème en quelques années, c'est simple, non ? Ce n'est pas aussi simple en raison du cadre institutionnel complet, allant de la santé à l'éducation en passant par les infrastructures routières ou tout ce qui en fait partie. L'esprit de la Silicon Valley est génial mais très optimiste, il refoule de nouvelles technologies, et autres idées similaires. Cependant, le problème du développement est un peu plus complexe et il ne suffit pas d'adopter une nouvelle technologie pour résoudre le problème.